

Les relations entre la Chine et l'Europe occidentale

Paul-Marie de La Gorce

Volume 1, Number 1, 1970

La Chine en Asie et dans le monde

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700005ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700005ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

de La Gorce, P.-M. (1970). Les relations entre la Chine et l'Europe occidentale. *Études internationales*, 1(1), 29–36. <https://doi.org/10.7202/700005ar>

LES RELATIONS ENTRE LA CHINE ET EUROPE OCCIDENTALE

Inutile de dissimuler que les principaux problèmes de la politique étrangère chinoise se situent hors d'Europe : ils concernent d'abord bien entendu, l'Asie du Sud et le camp communiste, le Tiers-Monde et les rives du Pacifique. Cela ne mériterait guère d'être souligné si ce n'est comme un témoignage nouveau et presque symbolique des changements intervenus dans les relations internationales. Il y a un tiers de siècle environ, les Européens, surtout les Anglais et les Français exerçaient encore une sorte de prépondérance dans les principales villes chinoises où ils administraient ce qu'on appelait des « concessions ». Et au début de notre siècle on pouvait dire que la Chine se répartissait en quelques zones d'influence, allemande, russe et japonaise au nord, française à l'extrême-sud, anglaise dans la partie la plus centrale et la plus vaste du pays. Du reste, Lénine dans son fameux livre *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* invitait ses lecteurs à considérer la Chine comme une sorte de protectorat anglais. Ce rappel historique n'est peut-être pas inutile s'il confirme plus nettement que tout autre le vaste retrait politique de l'Europe occidentale qui a suivi la seconde guerre mondiale et, en même temps, s'il nous aide à nous souvenir de la réalité concrète du colonialisme et de l'impérialisme occidental dans la conscience politique et dans l'expérience historique des Chinois.

Dans les relations entre la Chine et l'Europe de l'Ouest le présent est moins tragique que le passé. La Chine populaire, née en 1949, n'a d'abord entretenu de relations diplomatiques qu'avec un très petit nombre de pays européens *capitalistes* : Grande-Bretagne, Suisse, Finlande, Suède. Très peu de changements sont intervenus à cet égard jusqu'au moment où, la guerre d'Algérie étant terminée, le général de Gaulle entreprit d'approcher Pékin en vue d'établir des relations diplomatiques normales entre la France et la Chine. Une mission exploratoire fut confiée à Edgar Faure au début de l'automne 1963 ; la décision fut annoncée au cours d'une confé-

Paul-Marie de LA GORCE est directeur du cabinet du Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre, à Paris.

rence du général de Gaulle à la fin de l'année ; les relations officielles furent établies le 29 janvier 1964. Par la suite l'exemple français ne fut pas suivi. C'est donc le premier trait qui caractérise les relations entre la Chine et l'Europe occidentale : officiellement elles n'existent pas avec des pays aussi importants que l'Allemagne fédérale et l'Italie, non plus qu'avec beaucoup d'autres pays. Comme on le verra, cela ne veut pas dire que d'autres relations, de divers ordres n'existent pas. Il n'en demeure pas moins que cette situation, presque exceptionnelle dans l'histoire des relations internationales, appelle dès maintenant deux remarques essentielles :

- obéissant aux principes posés par le gouvernement des États-Unis, un bon nombre de pays européens ont refusé de reconnaître un État qui fonctionne depuis 20 ans ;
- de ce fait, la Chine populaire ne peut que déduire qu'il existe une sorte de dépendance de la diplomatie de la plupart des pays capitalistes envers les États-Unis et que ces derniers sont donc capables d'organiser contre elle une sorte d'encerclement diplomatique.

Il reste, comme on l'a déjà dit, que le problème des relations entre l'Europe occidentale et la Chine se trouve posé d'une manière ou d'une autre, à tous les gouvernements européens. On ne cherchera pas ici à en épuiser complètement l'étude. Il est apparu qu'il valait mieux s'en tenir à l'examen de quelques aspects significatifs. Le plus simple est peut-être de partir de l'expérience concrète des relations entre un pays européen et la Chine et on prendra comme exemple l'expérience française. Après quoi on se bornera à évoquer quelques problèmes qui conditionneront nécessairement l'évolution des rapports sino-européens.

A – L'expérience des relations franco-chinoises

1) L'installation de l'ambassade de France et les premiers contacts

Les premières semaines des relations diplomatiques normales entre la Chine et un pays européen ont souvent une valeur de test. L'expérience faite à cet égard par la diplomatie française est probablement exemplaire. Sans doute faut-il rappeler — mais on y reviendra dans la seconde partie de cet exposé — que cela se situait dans le cadre de l'évolution de la politique étrangère française qui, après la fin de la guerre d'Algérie prenait très vite son véritable visage : c'est en effet au cours de l'année 1963 que le général de Gaulle achevait définitivement son œuvre de décolonisation, repoussait les offres américaines de Nassau en vue d'une intégration de l'armement nucléaire français dans l'ensemble occidental, repoussait la candidature britannique au Marché commun parce que celle-ci, selon lui, n'était pas assortie des conditions économiques et politiques indispensables, refusait de signer l'accord de Moscou sur l'arrêt partiel des expériences nucléaires parce que celui-ci eut empêché la mise sur pied de la force française de dissuasion et, le premier en Occident, condamnait l'intervention américaine au Viêt-nam. Ce contexte éclaire évidemment le climat des relations franco-chinoises quand celles-ci sont officiellement établies. L'accueil fait à l'ambassade de France fut assez exceptionnel tant du côté chinois que du côté des représentations étrangères qui y voyaient évidemment l'espérance

d'un apport nouveau, original, et politiquement neuf. Il faut pourtant noter que cela ne se traduit par aucune complaisance particulière de la part des autorités chinoises ; celles-ci refusèrent de restituer les anciens locaux de l'ambassade et en proposèrent un prix très faible ; elles facilitèrent cependant la location de deux immeubles très bien situés et l'achat d'un terrain de trois hectares et demi pour la construction d'une nouvelle ambassade. De même les diplomates français se heurtèrent aux difficultés communes à leurs collègues de toutes nationalités : impossibilité de quitter Pékin et ses environs sans autorisation, réticence des autorités à permettre des voyages à l'intérieur du pays, refus des demandes d'abonnement à la presse chinoise de province. Cependant, le premier ambassadeur français en Chine populaire, M. Lucien Paye, qui allait rester en poste cinq ans, fut pratiquement seul à pouvoir faire de longs voyages au Setchuan et au Yunnan et surtout à pouvoir accompagner dans un grand nombre de provinces, André Malraux en visite en Chine. Autant dire tout de suite qu'il eut à l'occasion de ses déplacements une impression relativement bonne de la situation dans les provinces chinoises : les communes populaires lui parurent une organisation bien adaptée à la vie rurale chinoise ; les provinces semblaient dotées d'une autonomie économique favorable à une gestion assez rationnelle ; si la pauvreté était générale, elle était en quelque sorte compensée par une très grande égalité des conditions même pour les plus hauts responsables, et les prix des denrées étaient partout relativement bas et très stables.

Cette bonne impression était par ailleurs contredite par la violence perpétuelle des propos, l'agressivité politique de tous les responsables, l'ubiquité de la surveillance policière, et une véritable impossibilité d'avoir partout de véritables dialogues avec les Chinois de toute condition.

L'excellent accueil fait à la représentation diplomatique française se traduit surtout, au début, par le nombre des contacts au niveau le plus élevé qui eurent lieu entre dirigeants chinois et l'ambassadeur français et la rapidité avec laquelle ils furent établis. Le président de la République, Liu Shao-chi, fut peut-être le moins porté au dialogue et à la discussion, le plus évidemment secret et réservé. Le ministre des Affaires étrangères Chan Yi fut un interlocuteur d'autant plus sympathique que sa personnalité était plus truculente et plus pittoresque, que son intelligence était plus fine et son information plus sûre, mais il laissait clairement paraître qu'il n'accepterait aucune solution autre que celle qu'il avait en vue avant même de discuter. Le charme, la compétence, l'intelligence et même la séduction de Chou En-lai laissaient d'autant plus déçu l'interlocuteur que les rapports avec lui, favorisés par la personnalité très remarquable du premier ministre chinois, ne se traduisaient pas par des résultats différents de ceux obtenus avec d'autres dirigeants chinois. Quant à Mao Tsé-toung, il donna d'emblée l'impression de s'éloigner délibérément des servitudes quotidiennes au profit de ses méditations sur la rigueur de la doctrine à laquelle il était attaché et sur les valeurs humaines qui lui paraissaient essentielles.

On peut résumer l'impression qui se dégage de l'expérience française des premiers contacts avec la République populaire de Chine de façon très simple : les échanges de vue furent beaucoup plus rapides et beaucoup plus fréquents que pour d'autres représentations diplomatiques, le climat en était très bon, mais les difficultés essentielles n'en étaient pas aplanies pour autant car elles tenaient évidemment à la nature même des problèmes de la politique étrangère chinoise.

2) *Les relations franco-chinoises avant la révolution culturelle*

Il apparut presque aussitôt que les relations entre Paris et Pékin allaient s'inscrire dans le cadre d'une certaine analyse des relations internationales par les dirigeants chinois. Ceux-ci, en effet, portaient de l'idée qu'il existait entre le camp révolutionnaire et le camp impérialiste une « zone intermédiaire ». Celle-ci comprenait d'une part les pays sous-développés et d'autre part quelques États industriels dont la situation ne s'identifiait pas à celle du camp impérialiste lui-même. Mais l'essentiel était évidemment l'action que la diplomatie chinoise voulait entreprendre auprès des pays sous-développés : un fameux article de Lin Piao avait comparé la révolution chinoise qui avait conquis les campagnes avant d'encercler et de réduire les villes, à la révolution mondiale qui devrait s'étendre à l'ensemble des pays sous-développés afin d'encercler et de réduire plus tard les bastions industriels capitalistes de sorte qu'il seraient en fin de compte les « campagnes » de l'univers tout entier.

Une telle conception devait évidemment conduire Pékin à se préoccuper surtout de l'action à entreprendre auprès des pays sous-développés ; c'est ce que les dirigeants chinois firent de 1955 à 1966, de Bandoeng à la révolution culturelle. Mais dans la période de 1964-1966, au cours des deux premières années des relations diplomatiques franco-chinoises, une série d'événements soulignèrent les limites et les difficultés de cette entreprise. Citons quatre d'entre elles, les plus importantes, sans doute : l'ajournement de la conférence afro-asiatique d'Alger de 1965, si longuement préparée et attendue par Pékin, le changement de régime en Indonésie, la conférence de Tachkent qui fut l'un des points culminants de l'action diplomatique soviétique auprès des pays asiatiques voisins de la Chine, le coup d'État au Ghana qui marqua, plus que tout autre, le déclin des régimes révolutionnaires en Afrique.

Simultanément cette époque fut marquée par l'aggravation progressive de la tension sino-soviétique, un moment freinée par l'expectative des dirigeants chinois envers l'équipe qui chassa Khrouchtchev du pouvoir, et qui atteignit sans doute son point de non-retour en 1966 quand le parti chinois décida de ne pas se faire représenter au 23^e Congrès du PC de l'Union soviétique, suivi en cela par les partis communistes d'Albanie, du Japon, de Nouvelle-Zélande, d'Australie, de Thaïlande, de Malaisie et de Birmanie.

C'est dans ce contexte que se situe la première phase des relations diplomatiques franco-chinoises. Il faut tout de suite souligner que plusieurs points importants facilitaient le développement de ces relations. Au Viêt-nam, la France et la Chine condamnaient l'intervention américaine. La critique française du système monétaire international et des privilèges qu'il confère au dollar correspondait aux vues chinoises. À Saint-Domingue, l'action américaine fut également condamnée par Paris et Pékin. L'attitude française envers tous les aspects de l'hégémonie américaine rencontra naturellement la sympathie des dirigeants chinois, surtout peut-être en raison de la détermination de la France de se doter d'une force de dissuasion, transcription tangible et concrète de la volonté de la France de ne pas accepter le protectorat militaire des États-Unis. Enfin la rupture entre la France et l'OTAN couronnait une évolution politique évidemment appréciée à Pékin.

Il ne fait aucun doute que ce contexte fut essentiel pour le démarrage des relations franco-chinoises mais il ne fait aucun doute non plus que le développement en

fut très vite entravé par les effets de la révolution culturelle : on reviendra sur ce point. Il ne faut donc juger des résultats de cette première phase qu'en se souvenant de sa très grande brièveté puisqu'on peut dater de mai 1966 le début officiel de la révolution culturelle.

Quelques chiffres peuvent servir de bilan ; les exportations françaises vers la Chine se montèrent à 244,8 millions de francs en 1964, 296,6 en 1965, 456 en 1966. Elles avaient donc presque doublé en deux ans. Les importations en provenance de Chine s'élevèrent aux mêmes dates à 152,2, 215,7, et 265,9 millions ; toujours aux mêmes dates le nombre des chercheurs et étudiants français en Chine fut de 20, 30 et 32, celui des professeurs, de 37, 58 et 73 et celui des étudiants chinois en France de 104, 188 et 180.

Ce bilan très sec et qui ne tient compte ni des expositions industrielles et commerciales ni d'autres échanges culturels de toute nature ni d'un certain début de tourisme témoigne indiscutablement d'un développement relativement rapide, compte tenu des différences extraordinaires entre les deux régimes, entre les deux peuples, entre les deux genres de vie. Cela ne doit pas faire oublier la persistance d'une extrême ignorance de la France et de ses problèmes par les dirigeants chinois eux-mêmes ; l'un d'entre eux révélait dans une conversation avec l'ambassadeur français qu'il estimait à dix millions d'habitants la population de la France ; les professeurs français à Pékin devaient faire traduire et commenter les textes où la situation sociale française était présentée de façon tout à fait étrangère à la réalité. Une importance démesurée était accordée aux problèmes — d'ailleurs très réels — qui se posent à Djibouti, à la Martinique et à la Guadeloupe ; ceci méritait d'être rappelé pour montrer les difficultés des relations avec la Chine mais cela n'atténue pas pour autant l'importance politique plus encore qu'économique et culturelles des résultats obtenus.

3) *Les relations franco-chinoises pendant la révolution culturelle*

Il n'est pas exagéré de dire que pendant cette période la Chine a été réellement privée des moyens d'une politique extérieure active. Cela est vrai au sens le plus simple et le plus concret. Chou En-lai fut entièrement absorbé par la tâche presque impossible de faire fonctionner l'État et de faire vivre le pays pendant cette épreuve, Chen Yi, ministre des Affaires étrangères, était l'objet de nombreuses critiques et devait prendre part aux luttes internes qui accaparaient alors la Chine. Les ambassadeurs chinois furent rappelés, en vue de les faire participer, comme tous les autres citoyens, à la révolution culturelle. En d'autres termes la Chine se replia sur elle-même et ses relations diplomatiques passèrent tout à fait à l'arrière-plan des préoccupations de ses dirigeants.

L'exaltation révolutionnaire que la Chine connaissait alors influençait inévitablement ses jugements sur la politique des autres pays, c'est à cette époque que parurent d'assez nombreux articles sur la situation en Somalie française, à la Martinique, à la Guadeloupe et même aux Comores et à la Réunion. Un silence presque complet fut observé sur l'accueil pourtant assez exceptionnel que le général de Gaulle reçut en Éthiopie, au Cambodge et dans le Pacifique. En janvier 1967, les incidents qui opposèrent les étudiants chinois sur le point d'être rapatriés et manifestant devant

l'ambassade soviétique, à la police française qui défendait les abords de cette ambassade furent naturellement exploités ; enfin le mouvement de mai 1968 fut approuvé par la presse chinoise qui consacra surtout ses articles à critiquer l'attitude du parti communiste français jugé trop timoré, mais qui parut ne rien comprendre au rétablissement de la situation par le général de Gaulle et aux résultats des élections de juin.

Tout ceci ne mit pas fin pour autant à une compréhension mutuelle assez profonde, des positions politiques prises par les deux gouvernements ; par exemple les conférences de presse du général de Gaulle furent presque toujours suivies de commentaires favorables. Une sorte de dichotomie était apparemment en train de s'établir entre une compréhension politique et diplomatique presque générale et une incompatibilité absolue sur le plan de la philosophie politique et de l'idéologie.

Le contre-coup de la révolution culturelle se fit sentir à tous égards, d'abord, bien entendu, pour les échanges culturels qui pendant plus de deux ans furent réduits presque à rien ; les étudiants chinois furent presque tous rapatriés à Pékin, les professeurs et étudiants français presque tous renvoyés de Chine. Les exportations françaises diminuèrent quelque peu bien qu'heureusement les importations en provenance de Chine continuèrent à s'accroître. Cette évolution est plus sensible en profondeur que les chiffres ne le font apparaître puisque les 600 000 tonnes de blé français vendues à la Chine représentèrent d'un seul coup plus d'un quart des exportations françaises alors qu'elles étaient presque nulles auparavant. On peut conclure en effet cette évocation des relations franco-chinoises, du début de 1966 à la fin de 1968, en synthétisant en un seul tableau les relations commerciales de la Chine avec le monde capitaliste.

RELATIONS COMMERCIALES AVEC LA CHINE
(millions de dollars US)

	Import. Export. 1964		Import. Export. 1965		Import. Export. 1966		Import. Export. 1967	
France	30,4	48,9	43,1	59,3	53,2	91	47,4	91,7
Japon	157,8	152,7	224,7	245,3	306,2	315,2	270	288
RFA	51,8	25,4	72,7	79	92,4	129,4	76,8	206,4
Italie	23,7	18,4	38,4	56,4	56,5	62	57,6	79,2
Gr.-Bretagne	69	50	83,2	72,4	94,7	93	81,6	108
Canada	8,7	126,4	13,3	97,2	19,1	171	22,8	84
Australie	23	153,1	26,7	164,6	26,4	85,2	27,6	194

4) *Les relations franco-chinoises depuis la fin de la révolution culturelle*

De toute évidence la diplomatie chinoise est sortie de trois années de léthargie. Quelques faits symptomatiques en témoignent : le 26 novembre 1968, Pékin pro-

posait officiellement à Washington la reprise des conversations de Varsovie, l'établissement de relations diplomatiques, l'abandon de Formose par les Américains et même la signature d'un traité de non-agression. En mai 1969, les dirigeants chinois acceptaient de négocier avec l'Union soviétique sur le problème des frontières entre les deux pays. Des ambassadeurs chinois regagnaient les capitales où ils étaient accrédités : c'est le cas jusqu'à présent pour Tirana, Paris, Hanoï, Pnom-penh, Rawalpindi, Bucarest, Brazzaville, Dar es Salam, Lusaka, Conakry, Stockholm et Damas. On peut noter que Paris fut la première capitale d'un pays non communiste où un ambassadeur chinois revint, c'est d'ailleurs un compagnon de Lin Piao, ancien général de l'Armée populaire et membre du Comité central du parti communiste. Des délégations commerciales se sont rendues à Prague et à Bucarest et des contacts ont été pris à Ottawa et à Rome en vue de l'établissement de relations diplomatiques. En ce qui concerne la France les exportations industrielles ont repris sur une bien plus grande échelle, les importations en provenance de Chine continuent de s'accroître, plusieurs missions scientifiques chinoises sont attendues en France et un échange de professeurs et de chercheurs est envisagé à bref délai. On peut prévoir que la France, qui en 1964 à 1968 a gardé le cinquième rang des partenaires commerciaux, va ravir la quatrième place à la Grande-Bretagne.

B – Les problèmes des relations sino-européennes

On se bornera ici à énumérer les problèmes que suggère l'expérience des relations de la Chine et des pays européens depuis quelques années.

Tout, à cet égard, est dominé par des considérations politiques. L'essentiel est, bien entendu, la place que tient l'Europe dans la conception chinoise des relations internationales. Selon cette conception, la Chine a deux adversaires — dont l'importance n'est d'ailleurs pas la même — *l'impérialisme* et le *social-impérialisme*. Les pays européens sont donc appréciés à Pékin selon leur degré d'indépendance ou d'hostilité face à deux adversaires. Il ne fait aucun doute que la Chine considère comme extraordinairement symptomatique que le fait qu'un grand nombre de pays occidentaux, en particulier européens, ne veulent même pas reconnaître son existence — il date de vingt ans — parce que ce refus s'inspire seulement de l'analyse faite à cet égard par le gouvernement américain. On ne peut rien espérer du développement des relations avec la Chine tant que cet alignement subsistera. Mais d'autres facteurs entrent maintenant en jeu, le plus important est évidemment la crainte que la Chine éprouve devant le risque de son encerclement par l'action conjuguée de l'Union soviétique et des États-Unis ; l'action soviétique auprès d'autres pays asiatiques (le Pakistan, l'Inde, etc.), les contacts que l'on imagine entre Moscou et Formose (peut-être par l'intermédiaire du journaliste Victor Louis ou à l'occasion de la conférence intergouvernementale sur le tourisme, où Formose a été représentée à Sofia, c'est-à-dire auprès d'un pays directement protégé par l'Union soviétique) inspirent les plus grandes craintes à Pékin. De là, peut-être, certaines approches en vue de meilleures relations entre la Chine et l'Allemagne fédérale, encore qu'aucune confirmation officielle ne soit venue étayer les rumeurs qui ont couru à ce sujet ; de là aussi la possibilité d'une détente entre Pékin et Washington, surtout si l'on admet l'hypothèse d'un futur retrait américain du Viêt-nam. Mais dans l'immédiat, pour

la Chine, le péril demeure, d'autant plus grand que la menace soviétique est jugée plus réelle à Pékin, soit sous la forme d'une action aérienne sur les centres atomiques du Sin-kiang, soit sous la forme d'une aide soviétique à des tentatives de sécession dans certaines provinces.

C'est pourquoi il n'est sans doute pas exagéré de croire qu'une certaine chance s'offre actuellement aux pays occidentaux qui veulent établir ou développer des relations avec la Chine populaire car la prudence de la diplomatie chinoise — qui s'est vérifiée en de nombreux cas — et son souci d'un certain équilibre la rendent prête à trouver en Europe des interlocuteurs qu'elle n'a plus dans les pays dépendants de l'autorité soviétique et qu'elle ne peut encore trouver à Washington.

Comme pour toute autre partie du monde, quel que soit le régime des États, le développement des relations économiques avec la Chine est d'autant plus facile que l'on est géographiquement plus proche d'elle ; les cas du Japon et de l'Australie sont caractéristiques à cet égard. Mais les progrès considérables faits sur ce plan par l'Allemagne et la France sont tout aussi caractéristiques dès lors qu'on est décidé à exploiter toutes les possibilités offertes par le marché chinois.

Les troubles universitaires en Occident et surtout les événements de mai 1968 en France ont amené à se poser la question du développement en Europe d'un communisme d'inspiration chinoise : le mieux est, à cet égard, de s'en tenir aux réalités actuelles. Elles sont très modestes. Ce qu'on appelle en France le gauchisme se développe évidemment dans plusieurs pays d'Europe occidentale, surtout dans la jeunesse et aux franges des partis communistes traditionnels. Mais son extension est encore indiscutablement limitée. Surtout, la Chine observe à son endroit une réserve extrême, la presse chinoise, par exemple, a rapidement oublié son enthousiasme passager pour les événements français de mai 1968. En tout cas, très peu d'allusions sont faites à l'existence de telle ou telle organisation qui bénéficierait du patronage de Pékin. La confusion idéologique et l'indiscipline politique du gauchisme en France et en Europe expliquent certainement pour une large part, cette réserve chinoise. Le développement de ce gauchisme, s'il prenait une certaine ampleur, changerait sans doute bien des choses. Ce n'est absolument pas le cas pour le moment. Il n'est pas exagéré de dire qu'aucun facteur interne ne saurait actuellement entraver le développement des relations entre la Chine et les pays européens pour peu que ceux-ci le veuillent.

À cet égard comme à tant d'autres, l'exemple français est instructif ; le recul des relations commerciales avec la Chine a été relativement beaucoup moindre pour la France que pour les autres pays capitalistes ; c'est à Paris qu'est revenu le premier ambassadeur chinois en Occident et c'est avec la France que les relations culturelles vont sans doute reprendre. Rien de tout cela ne doit être exagéré mais rien non plus ne doit être minimisé. Le développement des relations avec la Chine a dépendu surtout jusqu'à présent de son évolution interne ; cette évolution permettra, un jour, demain ou plus tard — de nouveaux et profonds développements. Le plus sage est sans doute d'y être prêt en étant dès maintenant suffisamment présent et actif. De toutes les scènes du monde, ce n'est pas après tout la seule où l'action politique doit rencontrer des difficultés, essayer des déceptions et surmonter des obstacles.